



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral complémentaire
modifiant les conditions de l'exploitation par la société LIDL SNC
de son entrepôt de stockage de produits de consommation courante
de FONTENOY-SUR-MOSELLE et GONDREVILLE**

N° 2025-00022
AIOT 0003013881

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement et notamment les articles L. 181-14, R.181-45, R.181-46, L. 511-1 et L-511-2 ;

Vu la loi 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret 2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2019-2641 du 13/07/2021 autorisant la société LIDL SNC à exploiter un entrepôt de produits de consommation courante sur les communes de Fontenoy-sur-Moselle et Gondreville ;

Vu la demande de la société LIDL en date du 11/04/2023 portant à la connaissance du Préfet son projet de modification des conditions de l'exploitation de son entrepôt implanté au sein de la ZIA de Gondreville/Fontenoy, complétée par courrier du 17/09/2024 ;

Vu la décision préfectorale n° 2024-0314 du 10/10/2014 par laquelle le projet porté par la société LIDL SNC a été dispensé de l'évaluation environnementale dont il relevait au titre de l'examen au cas par cas pris en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025-0022-PPVE du 06/02/2025 portant ouverture d'une participation du public par voie électronique, relatif au projet porté par la société LIDL, en application des articles L.123-19-2 et R.181-46 du Code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observations formulées lors de la participation publique susvisée ;

Vu les délibérations des conseils municipaux de Fontenoy-sur-Moselle et Gondreville respectivement rendues le 19/02/2025 et le 10/03/2025 ;

Vu l'absence d'observation sur le projet formulée par les conseils municipaux des communes de Aingeray, Bois-de-Haye, Toul et Villey-Saint-Etienne ;

Vu la demande de la société LIDL SNC du 04/04/2025 portant à la connaissance du Préfet la réduction de la capacité des dispositifs de combustion mis en œuvre au sein de son installation ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, référencé 2025_0483 en date du 22 mai 2025 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté le 26 mai 2025 à la connaissance de l'exploitant par voie dématérialisée ;

Vu les observations formulées par l'exploitant par courrier en date du 05 juin 2025;

Considérant que les modifications apportées par la société LIDL SNC aux conditions d'exploitation de son entrepôt implanté à Fontenoy-sur-Moselle et Gondreville, ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, et ne sont pas substantielles au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que les nouvelles conditions d'exploitation de l'entrepôt de la société LIDL SNC implanté à Fontenoy-sur-Moselle et Gondreville, assorties des prescriptions fixées dans le présent arrêté, sont de nature à prévenir et à limiter les dangers et inconvénients générés par l'installation, pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que le dispositif de garanties financières est abrogé par la loi industrie verte susvisée et son décret d'application susvisé ;

Considérant que certaines dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2019-2641 du 13/07/2021 doivent être modifiées ;

Considérant que les termes du présent arrêté ne renforcent ni n'allègent les prescriptions imposées à la société LIDL SNC, que, dès lors, ils ne nécessitent pas d'être soumis à l'avis du le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) comme le permet l'article R. 181-45 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Article 1 : Champ et portée du présent arrêté

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2019-2641 du 13/07/2021 autorisant la société LIDL SNC à exploiter un entrepôt de produits de consommation courante sur la zone d'activité internationale de Gondreville-Fontenoy sont modifiées par les prescriptions du présent arrêté.

Article 2 : Nature des installations exploitées

Le tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 2019-2641 du 13/07/2021, constituant la nature des installations exploitées au sein de l'entrepôt est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Libellé de la rubrique ICPE / IOTA (activité)	Nature des installations et volume d'activité	Régime
2.1.5.0 (IOTA - loi sur l'eau)	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.	surface imperméable 17,4 ha	D
1450 -1	Solides inflammables, 1. la quantité étant supérieure à 1 tonne	quantité susceptible d'être stockée : 10 tonnes	A
1510 -1	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques : 1. Entrant dans le champ de la colonne « évaluation environnementale systématique » en application de la rubrique 39.(*) a de l'annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement	10 cellules soit 54 656 m ² avec hauteur au faîtage de 20,70 m Volume total de l'entrepôt : 880 508 m ³ tonnage : 107 000 t	A
4735-1-b	Ammoniac La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Pour les récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 50 kg : b) Supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 1,5 t	Quantité susceptible d'être présente dans l'installation : 2,5 t	A
2714 -1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	Volume total ¹⁾ : 2 700 m ³	E
2921-a	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle. a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW	Puissance thermique maximale : 5 600kW	E
2716-2	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	Volume total ¹⁾ : 110 m ³	DC

Rubrique	Libellé de la rubrique ICPE / IOTA (activité)	Nature des installations et volume d'activité	Régime
2718-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Inférieure à 1 tonne	Quantité susceptible d'être stockée : 0,95 tonne	DC
2910.A-2	Combustion A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Puissance thermique nominale : 1,52 MW (1 groupe électrogène)	DC
4320-2	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 15 t et inférieure à 150 t	Quantité susceptible d'être présente dans l'installation : 50 t	D
4510-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	Quantité susceptible d'être présente dans l'installation : 88 t	DC
4755-2-b	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables. 2. lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur 40 % : la quantité susceptible d'être présente étant : b) Supérieure ou égale à 50 m ³	Volume total : 100 m ³	DC

(1): A (autorisation), E (Enregistrement), DC (Déclaration avec contrôle périodique), D (Déclaration).

Article 3 : Consistance des installations

Le plan de l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral n° 2019-2641 du 13/07/2021, ayant pour objet la configuration des installations est remplacé par le plan présenté en annexe.

Article 4 : Garanties financières

Les dispositions de l'article 1.3.2 de l'arrêté préfectoral n° 2019-2641 du 13/07/2021, visant les garanties financières sont abrogées.

Article 5 : Réglementation applicable

Le tableau de l'article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral n° 2019-2641 du 13/07/2021, constituant la liste (non exhaustive) de la réglementation applicable à l'établissement est remplacé par le suivant :

Texte et date	Intitulé
Arrêté ministériel du 11/04/2017	relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510
Arrêté ministériel du 06/06/2018	relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
Arrêté ministériel du 14/12/2013	relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
Arrêté ministériel du 06/06/2018	relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (applicable à compter du 01/07/18)
Arrêté ministériel du 06/06/2018	relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
Arrêté ministériel du 03/08/2018	relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910
Arrêté ministériel du 29/05/2000	relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 « accumulateurs (ateliers de charge d') »
Arrêté ministériel du 15/12/2016	relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration (rubrique 4320)
Arrêté ministériel du 23/12/1998	relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration (rubrique 4510)
Arrêté ministériel du 16/07/1997	relatif aux installations de réfrigération employant l'ammoniac comme fluide frigorigène soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 4735 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Arrêté ministériel du 23/01/1997	relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du code de l'environnement
Arrêté ministériel du 04/10/2010	relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (en particulier la section III : dispositions relatives à la protection contre la foudre)
Arrêté ministériel du 27/12/2018	relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses

Article 6 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer à ses prescriptions, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 7 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article R.181-45 du même code.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche dans un délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° en application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement.

En application des dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

Article 8 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société LIDL

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de Toul
- Monsieur le maire de Fontenoy-sur-Moselle
- Monsieur le maire de Gondreville

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

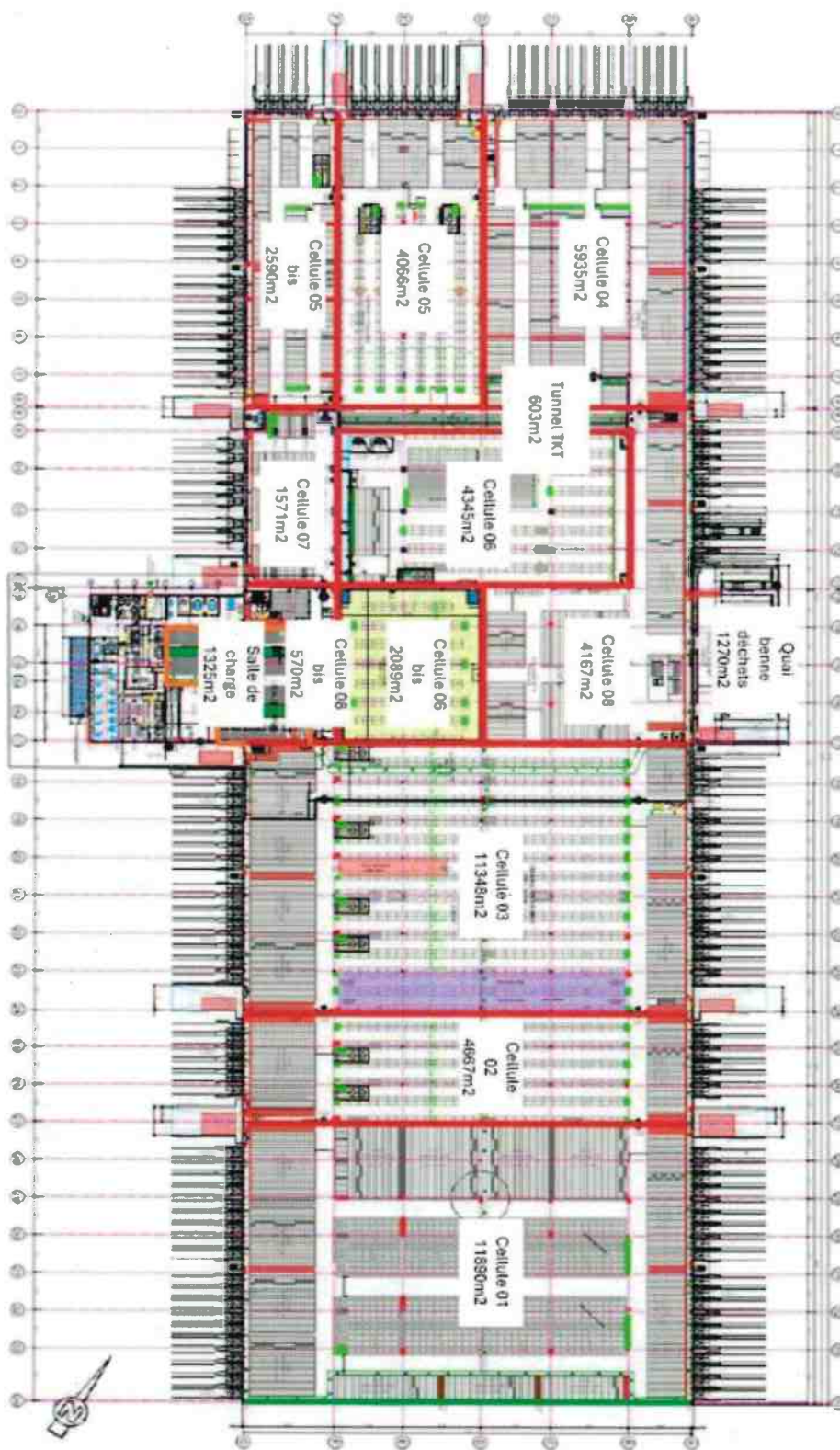
Nancy le 16 JUIN 2025

Le Préfet,

Françoise SOULIMAN

ANNEXE à l'arrêté 2025-0022

Plan de configuration de l'installation



PREFECTURE de MEURTHE-et-MOSELLE

Vu pour être annexé à notre arrêté
en date de ce jour

NANCY le, **16 JUIN 2025**

Le préfet,

Françoise SOULIMAN